
Résultats 2004-2005

et

Synthèse des opérations financières au 30 septembre 2005



ISSN 0706-3156

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2005

Date de parution : décembre 2005

Adresse Internet : <http://www.finances.gouv.qc.ca>

Résultats 2004-2005 et Synthèse des opérations financières au 30 septembre 2005⁽¹⁾

Section 1

Année financière 2004-2005

Les résultats des opérations financières consolidées

Section 2

Année financière 2005-2006

Les prévisions des opérations financières consolidées

Annexe 1

Tableaux des opérations financières consolidées 2004-2005 et 2005-2006

Annexe 2

Présentation des transferts fédéraux selon la méthode de comptabilité d'exercice

(1) Les conventions comptables sont énoncées dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec.

Section 1

Année financière 2004-2005

Les résultats des opérations financières consolidées

Les résultats des opérations financières consolidées pour 2004-2005	7
Les opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu.....	8
Les résultats nets des organismes consolidés.....	9
Les opérations non budgétaires consolidées.....	9
Les opérations de financement consolidées	9

Les résultats des opérations financières consolidées pour 2004-2005

Les résultats réels pour 2004-2005 montrent que le surplus budgétaire s'élève à 9 millions de dollars avant l'inscription d'une provision de 673 millions de dollars pour l'équité salariale. En tenant compte de cette provision, le déficit budgétaire se chiffre à 664 millions de dollars.

Compte tenu de ce déficit, l'excédent cumulé selon la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, qui se chiffrait à 819 millions de dollars au 31 mars 2004, s'établit à 155 millions de dollars au 31 mars 2005.

TABLEAU 1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES 2004-2005⁽¹⁾ (en millions de dollars)

	Budget du 21 avril 2005	Résultats réels	Variations
Opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu			
Revenus autonomes	44 161	44 381	220
Transferts fédéraux	9 228	9 229	1
Total des revenus	53 389	53 610	221
Dépenses de programmes avant la provision pour l'équité salariale	- 46 742	- 46 983	- 241
Service de la dette	- 6 868	- 6 853	15
Total des dépenses	- 53 610	- 53 836	- 226
Résultats nets des organismes consolidés	221	235	14
Solde budgétaire avant la provision pour l'équité salariale	0	9	9
Provision pour l'équité salariale (couvrant la période 2001-2002 à 2004-2005)	—	- 673	- 673
Solde budgétaire incluant la provision pour l'équité salariale	0	- 664	- 664
Opérations non budgétaires			
Placements, prêts et avances	- 1 075	- 979	96
Immobilisations	- 919	- 1 083	- 164
Régimes de retraite	2 174	2 134	- 40
Autres comptes	- 592	174	766
Besoins non budgétaires	- 412	246	658
Besoins financiers nets	- 412	- 418	- 6
Opérations de financement			
Variation de l'encaisse	- 813	- 831	- 18
Variation de la dette directe	5 359	5 378	19
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 4 134	- 4 129	5
Total du financement des opérations	412	418	6

(1) Selon la structure budgétaire et financière en vigueur pour l'exercice financier 2005-2006.

Les opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu

Les revenus du Fonds consolidé du revenu sont révisés à la hausse de 221 millions de dollars par rapport aux résultats préliminaires publiés lors du Discours sur le budget d'avril dernier. Le niveau des dépenses est, quant à lui, augmenté de 226 millions de dollars.

Les revenus

La hausse des revenus provient principalement de trois facteurs. D'abord, des revenus supplémentaires ont été observés aux impôts des sociétés en raison d'une progression plus forte qu'anticipé des profits des entreprises. Par ailleurs, les redevances sur les ressources naturelles sont révisées à la hausse. Enfin, les revenus des entreprises du gouvernement pour 2004-2005 ont été relevés de 53 millions de dollars, notamment en raison des bénéfices plus élevés d'Hydro-Québec et de Loto-Québec.

TABEAU 2

ÉLÉMENTS EXPLIQUANT LA VARIATION DES REVENUS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2004-2005 (en millions de dollars)

Revenus autonomes		220
- Excluant les entreprises du gouvernement		167
- Impôts des sociétés	76	
- Ressources naturelles	62	
- Autres	29	
- Entreprises du gouvernement		53
Transferts fédéraux		1
Variation totale		221

Les dépenses

En ce qui concerne les dépenses de programmes, la cible fixée lors du Budget 2004-2005 a été respectée, sous réserve de deux ajustements effectués à la clôture des états financiers pour les créances douteuses au ministère du Revenu et le dossier de l'équité salariale.

Ainsi, la révision à la hausse de 241 millions de dollars des dépenses de programmes telle que présentée au tableau 1 découle de l'augmentation de 269 millions de dollars de la dépense relative à la provision pour créances douteuses. Cette augmentation est rendue nécessaire compte tenu des résultats de la dernière estimation réalisée à cet effet par le ministère du Revenu au moment de la clôture des états financiers.

Par ailleurs, le jugement rendu par la Cour supérieure le 9 janvier 2004 a établi que le gouvernement, en tant qu'employeur, était assujéti au régime général de la *Loi sur l'équité salariale*. En vertu de cette loi, le gouvernement et les

organisations syndicales doivent procéder à l'évaluation des emplois de façon à corriger, s'il y a lieu, les écarts salariaux constatés pour les catégories d'emploi à prédominance féminine, à compter du 21 novembre 2001. La provision de 673 millions de dollars, couvrant la période allant du 21 novembre 2001 au 31 mars 2005, correspond à la meilleure estimation du coût de l'équité salariale à ce jour, compte tenu de l'état d'avancement des travaux en cours. Des paiements relatifs à l'équité salariale pourront être pourvus à même cette provision lorsque les parties auront complété leurs travaux.

Les résultats nets des organismes consolidés

Les résultats nets des organismes consolidés présentent une amélioration de 14 millions de dollars par rapport à ce qui était prévu lors du budget d'avril dernier.

Les opérations non budgétaires consolidées

Les besoins de fonds au titre des placements, prêts et avances ont été révisés à la baisse de 96 millions de dollars, principalement en raison de dispositions de placements par certains organismes consolidés.

Les besoins de fonds à l'égard des immobilisations sont révisés à 1 083 millions de dollars, en hausse de 164 millions de dollars. Cette variation est principalement attribuable à des investissements plus élevés qu'anticipé sur le réseau routier et pour le prolongement du métro de Montréal vers la ville de Laval.

Les besoins de fonds à l'égard des autres comptes non budgétaires sont révisés à la baisse de 766 millions de dollars. Cette diminution est principalement due à l'inscription de la provision pour l'équité salariale qui a généré un compte à payer et donc n'a nécessité aucun décaissement au 31 mars 2005. Les autres comptes comprennent notamment les espèces et effets en main, les chèques en circulation, les comptes à recevoir et les comptes à payer.

Globalement, les révisions apportées aux opérations budgétaires et non budgétaires ont donné lieu à une augmentation de 6 millions de dollars des besoins financiers nets par rapport aux résultats préliminaires du Discours sur le budget du 21 avril 2005.

Les opérations de financement consolidées

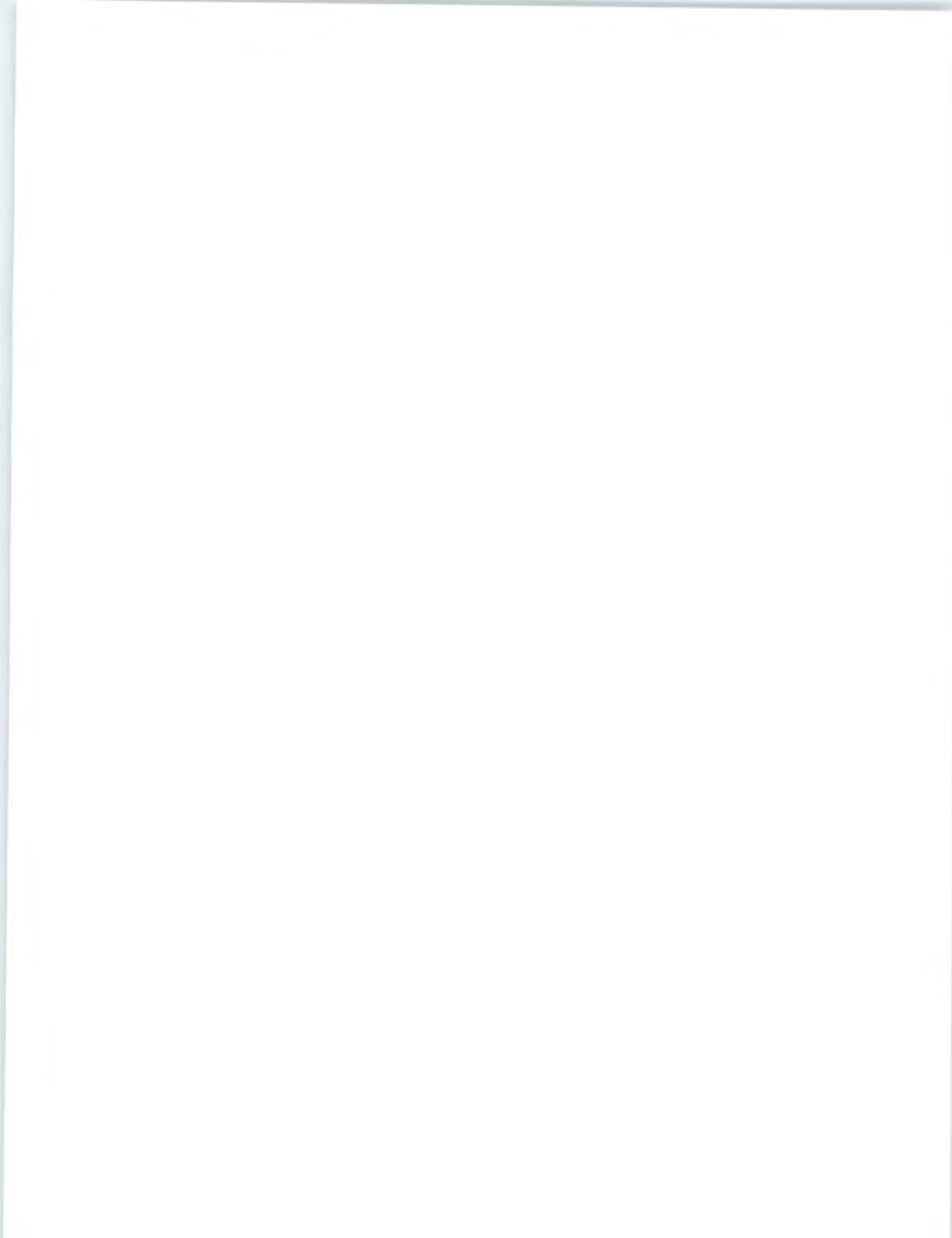
En ce qui concerne les opérations de financement, les résultats réels montrent une augmentation de 6 millions de dollars par rapport à ce qui était prévu au Budget du 21 avril 2005.

Section 2

Année financière 2005-2006

Les prévisions des opérations financières consolidées

Les prévisions des opérations financières consolidées pour 2005-2006.....	13
Les opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu.....	14
Les résultats nets des organismes consolidés.....	16
Les opérations non budgétaires consolidées.....	16
Les opérations de financement consolidées	17
Les résultats budgétaires au 30 septembre 2005	18



Les prévisions des opérations financières consolidées pour 2005-2006

L'objectif de déficit zéro pour l'année financière 2005-2006, établi lors du Budget du 21 avril 2005, est maintenu. En effet, la révision à la hausse des revenus de transferts fédéraux et des résultats nets des organismes consolidés permet de compenser l'augmentation presque équivalente du niveau des dépenses de programmes.

Il faut noter que les prévisions révisées reflètent la décision du gouvernement de donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec d'adopter la comptabilité d'exercice pour les transferts fédéraux. Auparavant, ces revenus étaient présentés selon la méthode de comptabilité de caisse. La modification de cette convention comptable est la principale cause de la révision à la hausse de 204 millions de dollars des transferts fédéraux.

TABLEAU 3

GOVERNEMENT DU QUÉBEC SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES 2005-2006 (en millions de dollars)

	Budget du 21 avril 2005	Prévisions révisées	Variations
Opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu			
Revenus autonomes	45 528	45 521	- 7
Transferts fédéraux	9 607	9 811	204
Total des revenus	55 135	55 332	197
Dépenses de programmes	- 48 407	- 48 765	- 358
Service de la dette	- 6 995	- 6 947	48
Total des dépenses	- 55 402	- 55 712	- 310
Résultats nets des organismes consolidés	267	380	113
Solde budgétaire	0	0	0
Opérations non budgétaires			
Placements, prêts et avances	- 1 517	- 1 341	176
Immobilisations	- 1 242	- 1 242	—
Régimes de retraite	2 016	2 016	—
Autres comptes	309	266	- 43
Besoins non budgétaires	- 434	- 301	133
Besoins financiers nets	- 434	- 301	133
Opérations de financement			
Variation de l'encaisse	2 661	2 528	- 133
Variation de la dette directe	- 1 072	428	1 500
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 1 155	- 2 655	- 1 500
Total du financement des opérations	434	301	- 133

Les opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu

La prévision des revenus du Fonds consolidé du revenu pour 2005-2006 est révisée à 55 332 millions de dollars. Par ailleurs, les dépenses sont révisées à 55 712 millions de dollars.

Évolution de l'économie du Québec depuis le Budget 2005-2006

L'économie du Québec a bien résisté aux pressions entraînées par la hausse du prix de l'énergie et le cours plus élevé du dollar canadien. Ainsi, la croissance économique est peu révisée par rapport aux prévisions au Budget 2005-2006. En avril dernier, le ministère des Finances anticipait une croissance économique de 2,4 % en 2005 et de 2,6 % en 2006. Les données révisées indiquent que la progression de l'économie s'établira à 2,2 % en 2005 et que, pour 2006, la croissance devrait se situer à 2,4 %.

Cette bonne tenue de l'économie québécoise, dans un contexte international difficile, s'explique en grande partie par le maintien d'un degré élevé de confiance des consommateurs qui, incités par l'impact stimulateur des réductions d'impôts, la baisse du prix de nombreux biens importés et des conditions de crédit avantageuses, ont accru leurs dépenses plus rapidement qu'anticipé.

Sur le plan du commerce extérieur, la reprise des exportations amorcée en 2004 s'est poursuivie. Toutefois, la forte hausse du dollar canadien a continué à favoriser les achats de biens étrangers.

TABLEAU 4

ÉVOLUTION DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

	2005	2006
PIB réel (%)	2,2	2,4
- révision ⁽¹⁾	- 0,2	- 0,2
PIB nominal (%)	4,4	4,0
- révision ⁽¹⁾	- 0,2	0,2
Prix du baril de pétrole (\$US)	58,4	62,8
- révision ⁽¹⁾	12,7	21,8
Dollar canadien (en cents US)	82,0	84,6
- révision ⁽¹⁾	1,0	7,3

(1) Par rapport au Budget 2005-2006.

Les revenus

Les prévisions du Discours sur le budget du 21 avril 2005 établissaient les revenus autonomes à 45 528 millions de dollars et les transferts fédéraux à 9 607 millions de dollars pour l'exercice financier 2005-2006. Globalement, les revenus du Fonds consolidé du revenu sont révisés à la hausse de 197 millions de dollars. Ainsi, les revenus autonomes sont légèrement révisés à la baisse de 7 millions de dollars, alors que les transferts fédéraux sont révisés à la hausse de 204 millions de dollars.

TABLEAU 5

**ÉLÉMENTS EXPLIQUANT LA VARIATION DES REVENUS DU FONDS CONSOLIDÉ
DU REVENU POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2005-2006**
(en millions de dollars)

Revenus autonomes		- 7
- Excluant les entreprises du gouvernement	169	
- Impôt sur le revenu des particuliers	75	
- Fonds des services de santé	50	
- Impôts des sociétés	125	
- Taxes à la consommation	- 81	
- Entreprises du gouvernement	- 176	
Transferts fédéraux		204
Variation totale		197

Les prévisions des revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations au Fonds des services de santé sont augmentées respectivement de 75 millions de dollars et de 50 millions de dollars. Ces révisions découlent de la croissance plus forte que prévu des salaires et traitements.

Aux impôts des sociétés, la révision à la hausse de 125 millions de dollars découle principalement d'un impôt à payer en 2004 plus fort qu'anticipé, entraînant notamment une augmentation des acomptes provisionnels à verser en 2005-2006.

Les revenus des taxes à la consommation sont, quant à eux, inférieurs de 81 millions de dollars à ceux anticipés au moment du Budget 2005-2006. Cette diminution reflète principalement les revenus moindres que prévu à l'égard de la taxe sur le tabac, en raison de la forte baisse des volumes taxés. Toutefois, ces pertes sont compensées en partie par une révision à la hausse des revenus de la taxe de vente découlant des dépenses des ménages plus fortes qu'anticipé.

Enfin, les revenus des entreprises du gouvernement sont révisés à la baisse de 176 millions de dollars principalement en raison du fait que le gain de 133 millions de dollars réalisé par Investissement Québec pour le bloc d'actions qu'elle détenait depuis décembre 2003 dans la Compagnie minière Québec Cartier doit plutôt être inscrit dans les résultats nets des organismes consolidés. Rappelons

qu'un montant était déjà anticipé au titre de la vente d'actifs, au moment du dernier budget, dans les revenus des entreprises du gouvernement.

Les transferts fédéraux sont révisés à la hausse de 204 millions de dollars par rapport au niveau prévu lors du Budget d'avril dernier. Tel qu'indiqué précédemment, cette augmentation résulte principalement du passage de la méthode de comptabilité de caisse à celle de la comptabilité d'exercice. L'annexe 2 explique en détail la modification apportée à la comptabilisation des revenus de transferts en provenance du gouvernement fédéral.

Les dépenses

La prévision établie lors du dernier budget à 48 407 millions de dollars pour les dépenses de programmes est révisée à la hausse à 48 765 millions de dollars, soit une augmentation de 358 millions de dollars. Ainsi, la dépense relative à la provision pour créances douteuses au ministère du Revenu est majorée de 258 millions de dollars. Cette hausse reflète la récurrence de la révision apportée à cette provision lors de la fermeture de l'exercice 2004-2005.

Par ailleurs, même si les dépassements identifiés dans le suivi des dépenses de programmes de l'automne sont en voie d'être résorbés, une dépense additionnelle de 100 millions de dollars au titre des régimes de retraite du secteur public est prévue. Cette somme reflète l'impact de la nouvelle estimation de la valeur des obligations actuarielles du gouvernement réalisée au cours des derniers mois. Cette nouvelle estimation entraîne également une hausse de 90 millions de dollars des intérêts au titre des régimes de retraite, ce qui porte à près de 200 millions de dollars l'augmentation du coût des régimes de retraite qui découle de cette nouvelle estimation.

Malgré la hausse des intérêts au titre des régimes de retraite, la prévision du service de la dette totale est révisée à la baisse de 48 millions de dollars. Cette révision reflète la meilleure performance que prévu du dollar canadien par rapport aux différentes devises composant la dette.

Les résultats nets des organismes consolidés

La révision à la hausse de 113 millions de dollars des résultats nets des organismes consolidés est principalement attribuable au gain de 133 millions de dollars réalisé par Investissement Québec sur la vente de son placement dans la Compagnie minière Québec Cartier.

Les opérations non budgétaires consolidées

La prévision des besoins non budgétaires a été revue à la baisse de 133 millions de dollars. Cette variation provient d'une diminution de 176 millions de dollars des besoins de fonds au titre des placements, prêts et avances, qui découle de la révision à la baisse pour un montant équivalent des revenus des entreprises, partiellement compensée par une baisse de 43 millions de dollars des sources de fonds des autres comptes non budgétaires.

Les opérations de financement consolidées

En ce qui a trait aux opérations de financement, la prévision est révisée à la baisse de 133 millions de dollars par rapport au dernier budget à la suite d'une diminution équivalente de la variation de l'encaisse.

La révision à la hausse de la variation de la dette directe s'explique par des nouveaux emprunts plus élevés que prévu. Ces emprunts ont permis d'effectuer, en cours d'année financière, des dépôts de 1 500 millions de dollars au Fonds d'amortissement des régimes de retraite qui étaient initialement prévus en 2006-2007.

Les résultats budgétaires au 30 septembre 2005

Les revenus du Fonds consolidé du revenu

Les revenus autonomes montrent une hausse de 3,8 % pour les six premiers mois de 2005-2006 par rapport à la période correspondante en 2004-2005, comparativement à une augmentation de 2,6 % prévue pour l'ensemble de l'année. Cet écart est attribuable d'une part à l'impact à venir des mesures fiscales aux impôts des sociétés qui auront pour effet de réduire les entrées fiscales au cours du deuxième semestre de 2005-2006. D'autre part, il découle également des augmentations non-récurrentes des bénéfices de certaines entreprises du gouvernement, notamment pour Hydro-Québec qui a profité de conditions de marché à l'exportation favorables dues aux températures chaudes enregistrées au cours de l'été dans les marchés environnants.

Par ailleurs, l'adoption de la comptabilité d'exercice pour les transferts fédéraux est effectuée de manière prospective. Pour cette raison, il n'est pas possible de comparer le taux de croissance des transferts fédéraux après un semestre en 2005-2006 par rapport à la même période en 2004-2005.

Les dépenses du Fonds consolidé du revenu

En ce qui concerne les dépenses de programmes, les résultats enregistrés au 30 septembre 2005 montrent une hausse de 2,0 % par rapport aux six premiers mois de 2004-2005, soit un taux de croissance inférieur au taux de 3,6 % prévu sur une base annuelle excluant la hausse du niveau des dépenses concernant les régimes de retraite. Cet écart est principalement attribuable au fait que l'objectif de dépenses de programmes pour 2005-2006 englobe certaines provisions qui permettront notamment de pourvoir d'ici la fin de l'année financière aux coûts de l'équité salariale.

TABLEAU 6

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS LE BUDGET 2005-2006 (en millions de dollars)

	2004-2005	2005-2006
Objectifs de dépenses de programmes établis au Budget 2005-2006	46 742	48 407
Variation en %	3,2	3,6
Révisions autres que celle relative aux régimes de retraite	241	258
	46 983	48 665
Variation en %	3,7	3,6
Impact de la nouvelle estimation actuarielle relative aux régimes de retraite	—	100
Dépenses de programmes révisées	46 983 ⁽¹⁾	48 765
Variation en %	3,7	3,8

(1) Dépenses de programmes avant la provision pour l'équité salariale.

Quant au service de la dette, il est en baisse de 0,6 % au premier semestre de l'année financière 2005-2006 par rapport à la même période en 2004-2005, alors qu'une croissance de 1,4 % est attendue pour l'ensemble de l'année. Cette différence s'explique principalement par des gains en capital réalisés par le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Les revenus de ce fonds sont comptabilisés en diminution du service de la dette. Ces gains sont essentiellement attribuables à la baisse des taux d'intérêt de long terme observée au début de l'année financière. Toutefois, l'augmentation de ces taux observée depuis, annulera en partie ces gains d'ici la fin de l'année.

Le sous-ministre des Finances,
Jean Houde

Annexe 1

Tableaux des opérations financières consolidées 2004-2005 et 2005-2006

Sommaire des opérations financières consolidées.....	22
Revenus du Fonds consolidé du revenu.....	23
Dépenses du Fonds consolidé du revenu.....	24
Opérations non budgétaires consolidées.....	25
Opérations de financement consolidées.....	26
Nouveaux emprunts au 30 septembre 2005.....	27

TABEAU 1.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

(Résultats non vérifiés)

	2004-2005	2005-2006		Variations annuelles %	Résultats au 30 septembre		
	Résultats réels ⁽¹⁾	Discours sur le budget	Prévisions révisées		2004-2005	2005-2006	Variations %
Opérations budgétaires du Fonds consolidé du revenu							
Revenus autonomes	44 381	45 528	45 521	2,6	20 832	21 625	3,8
Transferts fédéraux ⁽²⁾	9 229	9 607	9 811	s. o.	3 129	4 779	s. o.
Total des revenus	53 610	55 135	55 332	s. o.	23 961	26 404	s. o.
Dépenses de programmes avant la provision pour l'équité salariale	- 46 983	- 48 407	- 48 765	3,8	- 23 991	- 24 479	2,0
Service de la dette	- 6 853	- 6 995	- 6 947	1,4	- 3 377	- 3 357	- 0,6
Total des dépenses	- 53 836	- 55 402	- 55 712	3,5	- 27 368	- 27 836	1,7
Résultats nets des organismes consolidés	235	267	380	61,7	117	258	—
Solde budgétaire avant la provision pour l'équité salariale	9	0	0	s. o.	- 3 290	- 1 174	s. o.
Provision pour l'équité salariale (couvrant la période 2001-2002 à 2004-2005)	- 673	—	—	—	—	—	—
Solde budgétaire incluant la provision pour l'équité salariale	- 664	0	0	s. o.	- 3 290	- 1 174	s. o.
Opérations non budgétaires							
Placements, prêts et avances	- 979	- 1 517	- 1 341		- 1 159	- 1 047	
Immobilisations	- 1 083	- 1 242	- 1 242		- 353	- 485	
Régimes de retraite	2 134	2 016	2 016		1 178	1 163	
Autres comptes	174	309	266		- 1 184	- 1 322	
Besoins non budgétaires	246	- 434	- 301	—	- 1 518	- 1 691	11,4
Besoins financiers nets	- 418	- 434	- 301	- 28,0	- 4 808	- 2 865	- 40,4
Opérations de financement							
Variation de l'encaisse	- 831	2 661	2 528		3 242	1 391	
Variation de la dette directe	5 378	- 1 072	428		2 647	2 052	
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 4 129	- 1 155	- 2 655		- 1 081	- 578	
Total du financement des opérations	418	434	301	- 28,0	4 808	2 865	- 40,4

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif, une réduction.

(1) Les résultats réels de 2004-2005 incluent une provision de 673 millions de dollars pour l'équité salariale.

(2) L'adoption de la comptabilité d'exercice pour les transferts fédéraux est effectuée de manière prospective. Pour cette raison, il est impossible de comparer le taux de croissance des transferts fédéraux après un semestre en 2005-2006 avec la même période en 2004-2005.

TABEAU 1.2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
(en millions de dollars)

(Résultats non vérifiés)

Revenus par source	2004-2005	2005-2006		Variations annuelles %	Résultats au 30 septembre		
	Résultats réels	Discours sur le budget	Prévisions révisées		2004-2005	2005-2006	Variations %
Revenus autonomes							
Impôts sur les revenus et les biens							
Impôt sur le revenu des particuliers	16 324	16 691	16 766	2,7	7 856	7 696	- 2,0
Cotisations au Fonds des services de santé	4 874	5 031	5 081	4,2	2 412	2 533	5,0
Impôts des sociétés	4 253	4 302	4 427	4,1	1 671	2 008	20,2
	25 451	26 024	26 274	3,2	11 939	12 237	2,5
Taxes à la consommation							
Ventes au détail	9 241	9 715	9 745	5,5	4 556	4 912	7,8
Carburants	1 711	1 715	1 705	- 0,4	802	844	5,2
Tabac	901	912	811	- 10,0	502	442	- 12,0
Boissons alcooliques ⁽¹⁾	403	419	419	4,0	201	206	2,5
	12 256	12 761	12 680	3,5	6 061	6 404	5,7
Droits et permis							
Véhicules automobiles	713	737	737	3,4	295	309	4,7
Ressources naturelles	238	126	126	- 47,1	86	80	- 7,0
Autres ⁽¹⁾	209	201	201	- 3,8	90	102	13,3
	1 160	1 064	1 064	- 8,3	471	491	4,2
Revenus divers							
Ventes de biens et services	371	397	397	7,0	104	114	9,6
Intérêts	355	390	390	9,9	216	256	18,5
Amendes, confiscations et recouvrements	442	439	439	- 0,7	221	248	12,2
	1 168	1 226	1 226	5,0	541	618	14,2
Revenus provenant des entreprises du gouvernement							
Société des alcools du Québec	546	682	667	22,2	276	308	11,6
Loto-Québec	1 511	1 536	1 536	1,7	774	778	0,5
Hydro-Québec	2 405	2 125	2 125	- 11,6	709	793	11,8
Autres	- 116	110	- 51	- 56,0	61	- 4	—
	4 346	4 453	4 277	- 1,6	1 820	1 875	3,0
Total des revenus autonomes	44 381	45 528	45 521	2,6	20 832	21 625	3,8
Transferts fédéraux⁽²⁾							
Péréquation	5 221	4 667	4 798	s. o.	1 850	2 399	s. o.
Transferts pour la santé	2 422	3 060	3 114	s. o.	918	1 548	s. o.
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	926	962	993	s. o.	443	491	s. o.
Autres programmes	660	918	906	s. o.	- 82	341	s. o.
Total des transferts fédéraux	9 229	9 607	9 811	s. o.	3 129	4 779	s. o.
Total des revenus	53 610	55 135	55 332	s. o.	23 961	26 404	s. o.

(1) En raison de l'abolition des droits spécifiques et *ad valorem* sur les boissons alcooliques en septembre 2004 et à leur remplacement par une taxe à taux majoré, les revenus associés à la taxe sur les boissons alcooliques sont regroupés dans la catégorie des taxes à la consommation et présentés dans une rubrique distincte. En 2004-2005, les droits découlant de la vente des permis d'alcool sont comptabilisés pour une somme de 20 millions de dollars dans les autres droits et permis, alors qu'une somme additionnelle de 57 millions de dollars de la catégorie des droits et permis est reclassée dans la nouvelle rubrique des boissons alcooliques.

(2) L'adoption de la comptabilité d'exercice pour les transferts fédéraux est effectuée de manière prospective. Pour cette raison, il est impossible de comparer le taux de croissance des transferts fédéraux après un semestre en 2005-2006 avec la même période en 2004-2005.

TABEAU 1.3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
(en millions de dollars)

(Résultats non vérifiés)

Ministères et organismes	2004-2005	2005-2006		Variations annuelles %	Résultats au 30 septembre		
	Résultats réels ⁽¹⁾	Discours sur le budget	Prévisions révisées		2004-2005	2005-2006	Variations %
Dépenses de programmes							
Assemblée nationale	93	94	94	1,1	44	44	—
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	55	56	56	1,8	37	26	- 29,7
Affaires municipales et Régions	1 628	1 776	1 776	9,1	1 070	1 016	- 5,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	662	653	653	- 1,4	431	455	5,6
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	455	808 ⁽²⁾	908 ⁽²⁾⁽³⁾	99,6	186	176	- 5,4
Conseil exécutif	215	251 ⁽²⁾	251 ⁽²⁾	16,7	97	99	2,1
Culture et Communications	525	536	536	2,1	334	326	- 2,4
Développement durable, Environnement et Parcs	198	178	178	- 10,1	99	93	- 6,1
Développement économique, Innovation et Exportation	550	576 ⁽²⁾	576 ⁽²⁾	4,7	300	299	- 0,3
Éducation, Loisir et Sport	11 770	12 202	12 202	3,7	6 263	6 354	1,5
Emploi et Solidarité sociale	4 068	4 012 ⁽²⁾	4 012 ⁽²⁾	- 1,4	2 037	1 950	- 4,3
Famille, Aînés et Condition féminine	1 527	1 634	1 634	7,0	778	831	6,8
Finances (excluant le service de la dette)	112	214 ⁽²⁾	214 ⁽²⁾	91,1	45	44	- 2,2
Immigration et Communautés culturelles	121	99	99	- 18,2	54	51	- 5,6
Justice	632	612	612	- 3,2	300	313	4,3
Relations internationales	103	100	100	- 2,9	51	53	3,9
Ressources naturelles et Faune	376	391	391	4,0	216	243	12,5
Revenu	906	603	861	- 5,0	233	239	2,6
Santé et Services sociaux	20 111	20 862	20 862	3,7	10 069	10 423	3,5
Sécurité publique	944	906	906	- 4,0	436	434	- 0,5
Services gouvernementaux	41	54	54	31,7	16	19	18,8
Tourisme	145	139	139	- 4,1	102	120	17,6
Transports	1 670	1 808	1 808	8,3	749	838	11,9
Travail	76	64	64	- 15,8	44	33	- 25,0
Crédits périmés escomptés	—	- 150	- 150	—	—	—	—
Crédits reportés en 2006-2007	—	- 71	- 71	—	—	—	—
Total des dépenses de programmes	46 983	48 407	48 765	3,8	23 991	24 479	2,0
Service de la dette							
Service de la dette directe	4 067	4 319	4 204	3,4	2 025	1 964	- 3,0
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 786	2 676	2 743	- 1,5	1 352	1 393	3,0
Total du service de la dette	6 853	6 995	6 947	1,4	3 377	3 357	- 0,6
Total des dépenses	53 836	55 402	55 712	3,5	27 368	27 836	1,7

- (1) Dépenses de programmes avant la provision pour l'équité salariale.
(2) Ces montants contiennent des provisions qui permettront des transferts de crédits à d'autres ministères au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 2006, notamment afin de pourvoir d'ici la fin de l'année financière aux coûts de l'équité salariale.
(3) Incluant une dépense additionnelle de 100 millions de dollars qui reflète l'impact d'une nouvelle estimation de la valeur des obligations actuarielles des régimes de retraite.

TABLEAU 1.4

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

(Résultats non vérifiés)

	2004-2005	2005-2006		Variations annuelles \$	Résultats au 30 septembre		
	Résultats réels	Discours sur le budget	Prévisions révisées		2004-2005	2005-2006	Variations \$
Placements, prêts et avances							
Fonds consolidé du revenu							
Entreprises du gouvernement	- 863	- 1 343	- 1 167	- 304	- 1 142	- 1 072	70
Particuliers, sociétés et autres	69	- 14	- 14	- 83	- 182	- 259	- 77
Municipalités et organismes municipaux	2	2	2	—	—	—	—
	- 792	- 1 355	- 1 179	- 387	- 1 324	- 1 331	- 7
Organismes consolidés	- 187	- 162	- 162	25	165	284	119
Total des placements, prêts et avances	- 979	- 1 517	- 1 341	- 362	- 1 159	- 1 047	112
Immobilisations							
Fonds consolidé du revenu							
Investissements nets	- 178	- 319	- 319	- 141	- 48	- 47	1
Amortissement	217	221	221	4	104	104	—
	39	- 98	- 98	- 137	56	57	1
Organismes consolidés	- 1 122	- 1 144	- 1 144	- 22	- 409	- 542	- 133
Total des immobilisations	- 1 083	- 1 242	- 1 242	- 159	- 353	- 485	- 132
Régimes de retraite							
Contributions et cotisations	5 412	5 508	5 508	96	2 677	2 818	141
Prestations et autres paiements	- 3 278	- 3 492	- 3 492	- 214	- 1 499	- 1 655	- 156
Total des régimes de retraite	2 134	2 016	2 016	- 118	1 178	1 163	- 15
Autres comptes							
Fonds consolidé du revenu	56	204	141	85	- 1 249	- 1 862	- 613
Organismes consolidés	118	105	125	7	65	540	475
Total des autres comptes	174	309	266	92	- 1 184	- 1 322	- 138
Total des besoins non budgétaires	246	- 434	- 301	- 547	- 1 518	- 1 691	- 173

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

TABEAU 1.5

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

(Résultats non vérifiés)

	2004-2005	2005-2006		Variations annuelles \$	Résultats au 30 septembre		
	Résultats réels	Discours sur le budget	Prévisions révisées		2004-2005	2005-2006	Variations \$
Variation de l'encaisse							
Fonds consolidé du revenu	- 814	2 661	2 661	3 475	4 426	2 581	- 1 845
Organismes consolidés	- 17	—	- 133	- 116	- 1 184	- 1 190	- 6
Total de la variation de l'encaisse	- 831	2 661	2 528	3 359	3 242	1 391	- 1 851
Variation de la dette directe							
Fonds consolidé du revenu							
Nouveaux emprunts							
En dollar canadien	7 125				3 460	1 998	- 1 462
En dollar américain	1 022				1 022	1 267	245
En euro	2 381				—	—	—
En dollar australien	—				—	258	258
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	- 312				228	- 971	- 1 199
	10 216	3 930	5 430	- 4 786	4 710	2 552	- 2 158
Remboursements d'emprunts							
En dollar canadien	- 1 994				- 787	- 760	27
En dollar américain	- 1 019				- 406	—	406
En euro	- 1 310				- 1 228	—	1 228
En yen	- 477				- 95	- 228	- 133
En couronne suédoise	- 89				- 89	—	89
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	- 915				- 614	52	666
Contributions au Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec	- 7				- 90	- 214	- 124
	- 5 811	- 5 936	- 5 936	- 125	- 3 309	- 1 150	2 159
	4 405	- 2 006	- 506	- 4 911	1 401	1 402	1
Organismes consolidés							
Nouveaux emprunts	2 188	1 565	1 565	- 623	1 436	720	- 716
Remboursements d'emprunts	- 1 215	- 631	- 631	584	- 190	- 70	120
	973	934	934	- 39	1 246	650	- 596
Total de la variation de la dette directe	5 378	- 1 072	428	- 4 950	2 647	2 052	- 595
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	- 4 129	- 1 155	- 2 655	1 474	- 1 081	- 578	503
Total du financement des opérations	418	434	301	- 117	4 808	2 865	- 1 943

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif, une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif, une réduction.

TABEAU 1.6

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
NOUVEAUX EMPRUNTS AU 30 SEPTEMBRE 2005
(en millions de dollars)

	Dates d'émission	Dates d'échéance	Taux d'intérêt (%) ⁽¹⁾	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽²⁾	Valeurs nominales en millions d'unités monétaires	Montants encaissés en dollars canadiens ⁽³⁾
Fonds consolidé du revenu							
En dollar canadien						\$CAN	
Bons du Trésor	Diverses	Diverses	— ⁽⁴⁾	Divers	Divers	—	— ⁽⁵⁾
Produits d'épargne du Québec							
Obligations d'épargne	Diverses	Diverses	Divers	100,000	Divers	27	27
Placements transitoires	Diverses	Diverses	Divers	100,000	Divers	4	4
Plan d'épargne placements	Diverses	Diverses	Divers	100,000	Divers	27	27
Obligations	Diverses	Diverses	Divers	Divers	Divers	246	245
						304	303
Obligations							
Obligations	2005-06-03	2015-12-01	5,000	104,546	4,453	500	523
Obligations	2005-07-05	2036-12-01	5,750	114,148	4,866	327	373
Obligations	2005-08-25	2015-12-01	5,000	105,542	4,325	414	437
Programme Immigrants-investisseurs	Diverses	Diverses	Divers	Divers	Divers	310	258
Fonds de placements du régime de pensions du Canada	Diverses	Diverses	Divers	100,000	Divers	4	4
						1 555	1 595
Billets à moyen terme							
Sur le marché européen	2005-05-18	2015-05-18	4,650 ⁽⁶⁾	99,745	4,629	100	100
						1 959	1 998
En dollar américain						\$US	
Obligations	2005-05-26	2015-05-26	4,600	99,913	4,611	1 000	1 267
En dollar australien						\$A	
Billets à moyen terme	2005-07-15	2015-07-15	5,750	99,438	5,825	284	258
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises							- 971
							2 552
Organismes consolidés							720
Total des nouveaux emprunts							3 272

(1) Intérêts payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(2) Établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(3) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien du montant encaissé en utilisant le taux de change de la Banque du Canada à midi, à la date d'émission.

(4) Emprunt de type « zéro coupon ».

(5) Représente la variation de l'encours survenue durant l'exercice.

(6) Les intérêts sont payables annuellement.

Annexe 2

Présentation des transferts fédéraux selon la méthode de comptabilité d'exercice

Le gouvernement apporte une importante amélioration aux conventions comptables utilisées pour présenter les revenus de transferts fédéraux. Il répond ainsi favorablement à une recommandation du Vérificateur général du Québec.

En vertu des conventions comptables en vigueur jusqu'à ce jour, les revenus de transferts fédéraux du Québec étaient présentés sur la base de la comptabilité de caisse. Cette méthode consiste à inscrire les revenus dans l'année où ils sont versés par le gouvernement fédéral. En adoptant la comptabilité d'exercice, les revenus de transferts fédéraux seront dorénavant comptabilisés dans l'année à laquelle ils se rapportent, indépendamment du moment où les sommes seront effectivement versées au Québec par le gouvernement fédéral.

En comptabilité d'exercice, les mécanismes de lissage des paiements obtenus par le passé n'ont plus d'effet sur les revenus de transferts fédéraux, puisque les remboursements prévus dans le futur sont afférents à des années antérieures. Rappelons qu'au cours des quatre dernières années financières, le gouvernement du Québec a obtenu du gouvernement fédéral la mise en place de tels mécanismes afin de limiter l'impact, sur la planification budgétaire du gouvernement, des fluctuations importantes des paiements de péréquation. Ces baisses de paiements ont pu être réparties sur un certain nombre d'années.

TABLEAU 2.1

MÉCANISMES DE LISSAGE DES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AU COURS DES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

Contexte	Période de lissage	Montant
Changement méthodologique aux impôts fonciers en 2002-2003	Cinq ans à compter de 2003-2004	656
Baisse importante de la péréquation en 2003-2004	Dix ans à compter de 2006-2007	1 219
Baisse importante de la péréquation en 2004-2005	Dix ans à compter de 2006-2007	1 158
Total		3 033

Les paiements découlant d'ajustements pour années antérieures n'ont également plus d'impact sur les revenus présentés selon la méthode de comptabilité d'exercice. Globalement, le passage à la comptabilité d'exercice a un impact positif de 219 millions de dollars sur les revenus de transferts fédéraux du Québec en 2005-2006.

TABLEAU 2.2

IMPACT SUR LES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DU PASSAGE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE À COMPTER DE 2005-2006
(en millions de dollars)

Péréquation	
- Annulation de l'impact négatif lié à la mécanique de lissage concernant les changements méthodologiques aux impôts fonciers	131
Transferts pour la santé	
- Annulation des révisions négatives liées aux années antérieures	62
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	
- Annulation des révisions négatives liées aux années antérieures	35
Autres programmes	
- Annulation des révisions positives liées aux années antérieures	- 9
Total	219

Cette hausse prévue des revenus de transferts fédéraux s'accompagne toutefois de la création d'un compte à payer qui augmente la dette nette du gouvernement du Québec de 3 228 millions de dollars au 1^{er} avril 2005.

TABLEAU 2.3

IMPACT SUR LA DETTE NETTE AU 1^{ER} AVRIL 2005 DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DU PASSAGE À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE À COMPTER DE 2005-2006
(en millions de dollars)

Partie non remboursée du mécanisme de lissage obtenu en 2002-2003	394
Partie non remboursée du mécanisme de lissage obtenu en 2003-2004	1 219
Partie non remboursée du mécanisme de lissage obtenu en 2004-2005	1 158
Remboursement du transfert fiscal au titre des allocations aux jeunes	299
Autres ajustements liés aux années antérieures	158
Total (compte à payer)	3 228

2004-2005

Results

and

Quarterly Presentation of
Financial Transactions
as at September 30, 2005



ISSN 0706-3164

Legal deposit
Bibliothèque nationale du Québec, 2005

Publication date: December 2005

Website: <http://www.finances.gouv.qc.ca>

2004-2005 Results and Quarterly Presentation of Financial Transactions as at September 30, 2005¹

Section 1
Fiscal year 2004-2005
Results of consolidated financial transactions

Section 2
Fiscal year 2005-2006
Forecasts of consolidated financial transactions

Appendix 1
Tables of 2004-2005 and 2005-2006
consolidated financial transactions

Appendix 2
Presentation of federal transfers
using accrual accounting

¹ The accounting practices are described in the Québec government's consolidated financial statements.

Section 1

Fiscal year 2004-2005

Results of consolidated financial transactions

Results of consolidated financial transactions for 2004-2005	7
Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund	8
Net results of consolidated organizations	9
Consolidated non-budgetary transactions.....	9
Consolidated financing transactions	9

Results of consolidated financial transactions for 2004-2005

The actual results for 2004-2005 show a budgetary surplus of \$9 million before a provision of \$673 million for pay equity. Including this provision, the budgetary deficit amounts to \$664 million.

Taking this deficit into account, the accumulated surplus according to the *Balanced Budget Act*, which stood at \$819 million as at March 31, 2004, amounts to \$155 million as at March 31, 2005.

TABLE 1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUMMARY OF 2004-2005 CONSOLIDATED FINANCIAL TRANSACTIONS¹ (millions of dollars)

	April 21, 2005 Budget	Actual results	Change
Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund			
Own-source revenue	44 161	44 381	220
Federal transfers	9 228	9 229	1
Total revenue	53 389	53 610	221
Program spending before provision for pay equity	- 46 742	- 46 983	- 241
Debt service	- 6 868	- 6 853	15
Total expenditure	- 53 610	- 53 836	- 226
Net results of consolidated organizations	221	235	14
Budget balance before provision for pay equity	0	9	9
Provision for pay equity (covering the period 2001-2002 to 2004-2005)	—	- 673	- 673
Budget balance including provision for pay equity	0	- 664	- 664
Non-budgetary transactions			
Investments, loans and advances	- 1 075	- 979	96
Capital expenditures	- 919	- 1 083	- 164
Retirement plans	2 174	2 134	- 40
Other accounts	- 592	174	766
Non-budgetary requirements	- 412	246	658
Net financial requirements	- 412	- 418	- 6
Financing transactions			
Change in cash position	- 813	- 831	- 18
Change in direct debt	5 359	5 378	19
Retirement plans sinking fund	- 4 134	- 4 129	5
Total financing of transactions	412	418	6

¹ According to the budgetary and financial structure in effect for fiscal year 2005-2006.

Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund

Revenues of the Consolidated Revenue Fund are adjusted upwards by \$221 million compared with the preliminary results published with the Budget Speech last April. Expenditures are increased by \$226 million.

Revenues

The increase in revenues results chiefly from three factors. First, additional revenues were collected from corporate income taxes because corporate profits were stronger than expected. In addition, royalties on natural resources are adjusted upwards. Lastly, revenues from government enterprises for 2004-2005 have been raised by \$53 million, in particular because of higher earnings at Hydro-Québec and Loto-Québec.

TABLE 2

ITEMS CONTRIBUTING TO THE CHANGE IN REVENUE OF THE CONSOLIDATED REVENUE FUND FOR FISCAL YEAR 2004-2005

(millions of dollars)

Own-source revenue		220
- Excluding government enterprises		167
- Corporate taxes	76	
- Natural resources	62	
- Other	29	
- Government enterprises		53
Federal transfers		1
Total change		221

Expenditure

The target set for program spending in the 2004-2005 Budget has been met, apart from two adjustments made on closing the financial statements for doubtful accounts at the ministère du Revenu and the pay equity issue.

Accordingly, the upward adjustment of \$241 million to program spending as shown in Table 1 arises from an increase of \$269 million in spending relating to the allowance for doubtful accounts. This increase is made necessary in view of the results of the last estimate carried out for this purpose by the ministère du Revenu when the financial statements were closed.

Moreover, the decision handed down by the Superior Court on January 9, 2004 established that the government, as an employer, was subject to the general regime of the *Pay Equity Act*. Under this legislation, the government and labour organizations must evaluate jobs in order to correct any pay disparities noted for predominantly female job categories, as of November 21, 2001. The provision of \$673 million, covering the period from November 21, 2001 to March 31, 2005, corresponds to the best estimate to date of the cost of pay equity, given the state

of progress of the ongoing work. Payments relating to pay equity can be charged against this provision once the parties have completed their work.

Net results of consolidated organizations

The net results of consolidated organizations have improved by \$14 million compared with what was forecast in last April's budget.

Consolidated non-budgetary transactions

Funding requirements for investments, loans and advances have been adjusted downward by \$96 million, chiefly because of dispositions of investments by certain consolidated organizations.

Funding requirements for capital expenditures have been revised to \$1 083 million, up \$164 million. This change is attributable mainly to greater-than-expected investments in the road network and the extension of the Montréal metro to the city of Laval.

Funding requirements for other non-budgetary accounts are adjusted downward by \$766 million. This decrease is mainly due to the provision for pay equity, which generated an account payable and therefore did not require an outflow of funds as at March 31, 2005. The other accounts include cash and bills on hand, outstanding cheques, accounts receivable and accounts payable.

On the whole, the adjustments to budgetary and non-budgetary transactions have produced an increase of \$6 million in net financial requirements compared with the preliminary results of the April 21, 2005 Budget Speech.

Consolidated financing transactions

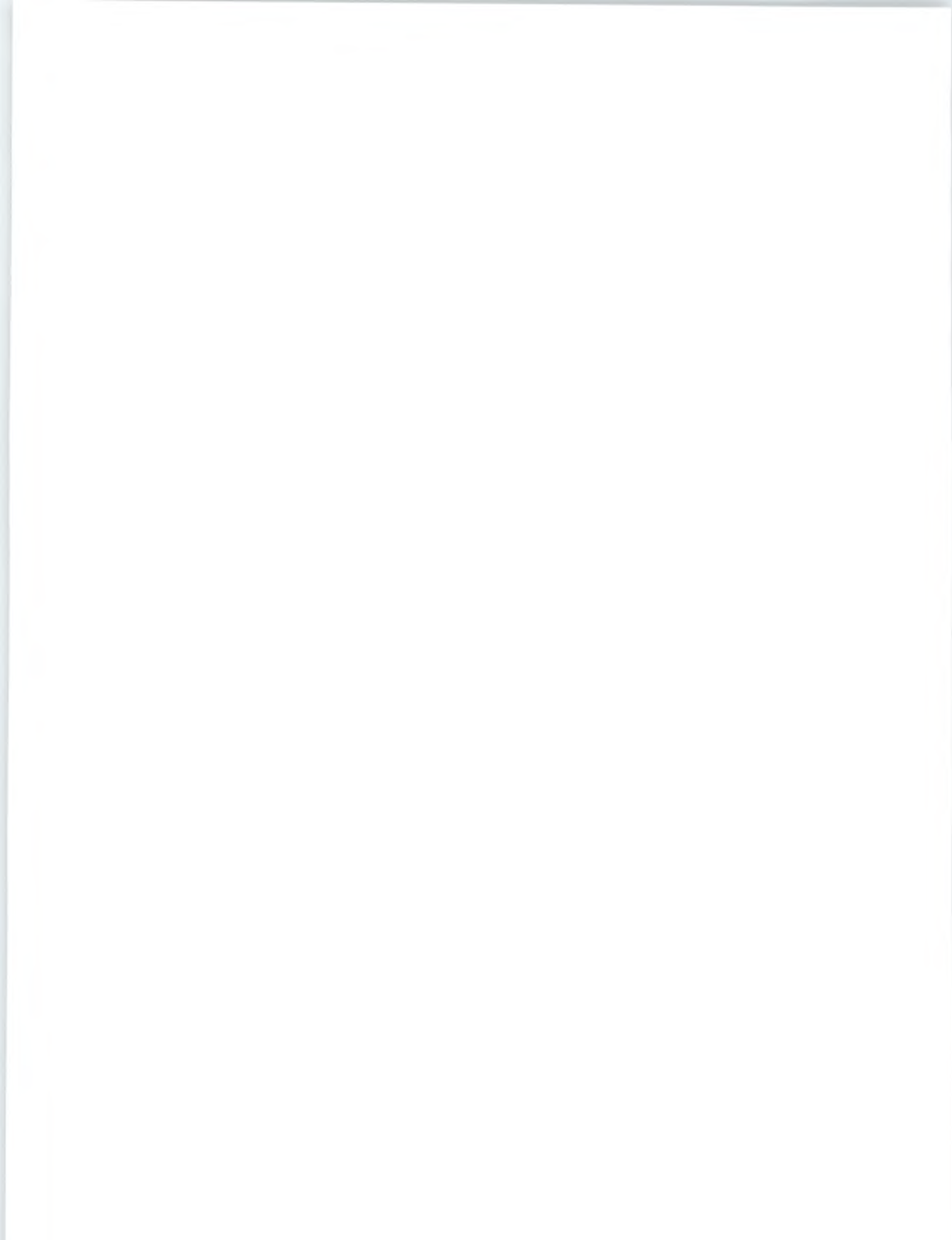
Turning to financing transactions, the actual results show an increase of \$6 million compared with what was forecast in the April 21, 2005 Budget.

Section 2

Fiscal year 2005-2006

Forecasts of consolidated financial transactions

Forecasts of consolidated financial transactions for 2005-2006	13
Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund	14
Net results of consolidated organizations	16
Consolidated non-budgetary transactions	16
Consolidated financing transactions	16
Budgetary results as at September 30, 2005.....	18



Forecasts of consolidated financial transactions for 2005-2006

The objective of a balanced budget for fiscal year 2005-2006, as set in the April 21, 2005 Budget, is maintained. The upward adjustment to federal transfer revenues and net results of consolidated organizations offsets the almost equivalent increase in the amount of program spending.

It should be noted that the adjusted forecasts reflect the government's decision to act on the recommendation of the Auditor General of Québec to adopt accrual accounting for federal transfers. Previously, these revenues were shown according to the cash accounting method. The change to this accounting practice is the main reason for the upward revision of \$204 million in federal transfers.

TABLE 3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUMMARY OF 2005-2006 CONSOLIDATED FINANCIAL TRANSACTIONS (millions of dollars)

	April 21, 2005 Budget	Revised forecasts	Change
Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund			
Own-source revenue	45 528	45 521	- 7
Federal transfers	9 607	9 811	204
Total revenue	55 135	55 332	197
Program spending	- 48 407	- 48 765	- 358
Debt service	- 6 995	- 6 947	48
Total expenditure	- 55 402	- 55 712	- 310
Net results of consolidated organizations	267	380	113
Budget balance	0	0	0
Non-budgetary transactions			
Investments, loans and advances	- 1 517	- 1 341	176
Capital expenditures	- 1 242	- 1 242	—
Retirement plans	2 016	2 016	—
Other accounts	309	266	- 43
Non-budgetary requirements	- 434	- 301	133
Net financial requirements	- 434	- 301	133
Financing transactions			
Change in cash position	2 661	2 528	- 133
Change in direct debt	- 1 072	428	1 500
Retirement plans sinking fund	- 1 155	- 2 655	- 1 500
Total financing of transactions	434	301	- 133

Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund

The revenue forecast for the Consolidated Revenue Fund for 2005-2006 is adjusted to \$55 332 million. Expenditure is adjusted to \$55 712 million.

Changes in Québec's economy since the 2005-2006 Budget

Québec's economy has stood up well to the pressure caused by the rise in the price of energy and the strength of the Canadian dollar. Accordingly, little adjustment is required to economic growth compared to the forecasts of the 2005-2006 Budget. Last April, the ministère des Finances expected economic growth of 2.4% in 2005 and 2.6% in 2006. The adjusted data indicate that the economy will grow by 2.2% in 2005 and that, for 2006, growth should amount to 2.4%.

This good performance of Québec's economy, in a difficult international context, is largely attributable to the continued high level of confidence of consumers who, encouraged by the stimulus of tax cuts, lower prices of many imported goods and attractive credit conditions, increased their spending faster than expected.

Turning to the external sector, the export recovery that began in 2004 has continued. However, the significant rise in the Canadian dollar continued to favour purchases of foreign goods.

TABLE 4

CHANGE IN ECONOMIC OUTLOOK

	2005	2006
Real GDP (%)	2.2	2.4
- adjustment ¹	- 0.2	- 0.2
Nominal GDP (%)	4.4	4.0
- adjustment ¹	- 0.2	0.2
Price of a barrel of crude oil (US\$)	58.4	62.8
- adjustment ¹	12.7	21.8
Canadian dollar (US cents)	82.0	84.6
- adjustment ¹	1.0	7.3

¹ Compared to the 2005-2006 Budget.

Revenue

The forecasts of the April 21, 2005 Budget Speech set own-source revenue at \$45 528 million and federal transfers at \$9 607 million for fiscal year 2005-2006. Overall, revenue of the Consolidated Revenue Fund is adjusted upward by \$197 million. Accordingly, own-source revenue is adjusted slightly downward by \$7 million, while federal transfers are revised upward by \$204 million.

TABLE 5

ITEMS CONTRIBUTING TO THE CHANGE IN REVENUE OF THE CONSOLIDATED REVENUE FUND FOR FISCAL YEAR 2005-2006

(millions of dollars)

Own-source revenue		- 7
- Excluding government enterprises	169	
- Personal income tax	75	
- Health Services Fund	50	
- Corporate taxes	125	
- Consumption taxes	- 81	
- Government enterprises	- 176	
Federal transfers		204
Total change		197

The revenue forecasts for personal income tax and contributions to the Health Services Fund are raised by \$75 million and \$50 million respectively. These adjustments arise from stronger-than-expected growth in wages and salaries.

The upward adjustment of \$125 million to corporate taxes results mainly from tax payable in 2004 that was greater than expected, generating in particular an increase in tax instalments payable in 2005-2006.

Revenue from consumption taxes is \$81 million below what was anticipated at the time of the 2005-2006 Budget. This decline mainly reflects revenue that was less than forecast regarding the tobacco tax, because of the significant decline in volumes taxed. However, these losses are partially offset by an upward adjustment to sales tax revenue stemming from stronger-than-expected consumer spending.

Lastly, revenue of government enterprises is revised downward by \$176 million mainly because the gain of \$133 million realized by Investissement Québec for the shares it has held since December 2003 in Québec Cartier Mining Company must be recorded in the net results of consolidated organizations. In the last budget, it will be recalled that an amount had already been anticipated under asset sales in revenue of government enterprises.

Federal transfers are adjusted upward by \$204 million compared to the amount forecast in last April's Budget. As indicated above, this increase results chiefly

from moving from cash accounting to accrual accounting. Appendix 2 provides a detailed explanation of the change made to the accounting for transfer revenues from the federal government.

Expenditure

The forecast set in the last budget of \$48 407 million for program spending is adjusted upward to \$48 765 million, an increase of \$358 million. Accordingly, the expenditure relating to the allowance for doubtful accounts of the ministère du Revenu is raised by \$258 million. This increase reflects the recurrence of the adjustment made to this allowance at the close of fiscal year 2004-2005.

Moreover, while the overruns identified in the monitoring of program spending in the fall are in the process of being absorbed, an additional expenditure of \$100 million is expected under the public sector retirement plans. This amount reflects the impact of the new estimate of the value of the government actuarial obligations carried out in recent months. This new estimate also produces an increase of \$90 million in interest under the retirement plans, bringing the increase in the cost of the retirement plans arising from this new estimate to close to \$200 million.

Despite the increase in interest under the retirement plans, forecast service on the total debt is adjusted downward by \$48 million. This adjustment reflects the better-than-expected performance of the Canadian dollar compared to the various currencies that make up the debt.

Net results of consolidated organizations

The upward adjustment of \$113 million to net results of consolidated organizations is attributable mainly to the gain of \$133 million realized by Investissement Québec on the sale of its investment in Québec Cartier Mining Company.

Consolidated non-budgetary transactions

Forecast non-budgetary requirements have been adjusted downward by \$133 million. This change stems from a reduction of \$176 million in requirements for funds for investments, loans and advances, resulting from the downward revision of an equivalent amount to revenues of enterprises, partially offset by a decline of \$43 million in sources of funds of other non-budgetary accounts.

Consolidated financing transactions

With respect to financing transactions, the forecast is adjusted downward by \$133 million compared to the last budget further to an equivalent reduction in the change in cash position.

The upward revision to the change in direct debt is attributable to new borrowings that are higher than forecast. These borrowings were used to make deposits during the fiscal year of \$1 500 million to the Retirement Plans Sinking Fund that were initially stipulated for 2006-2007.

Budgetary results as at September 30, 2005

Consolidated Revenue Fund revenue

Own-source revenue is up 3.8% for the first six months of 2005-2006 compared with the corresponding period in 2004-2005, as opposed to an increase of 2.6% forecast for the year as a whole. This divergence is attributable to the coming impact of fiscal measures on corporate taxes whose effect will be to reduce tax revenues during the second half of 2005-2006. It also stems from non-recurring increases in the earnings of certain government enterprises, in particular Hydro-Québec which enjoyed favourable export market conditions due to the warm temperatures registered in the summer in neighbouring markets.

Moreover, accrual accounting for federal transfers has been adopted on a forward-looking basis. For that reason, it is not possible to compare the growth rate of federal transfers after six months in 2005-2006 in relation to the same period in 2004-2005.

Consolidated Revenue Fund expenditure

Turning to program spending, the results recorded as at September 30, 2005 show an increase of 2.0% compared to the first six months of 2004-2005, i.e. a growth rate below the rate of 3.6% forecast on an annual basis excluding the increase in spending concerning the retirement plans. This difference is attributable chiefly to the fact that the program spending objective for 2005-2006 incorporates certain provisions that, in particular, will be used to fund the costs of pay equity from now to the end of the fiscal year.

TABLE 6

CHANGE IN PROGRAM SPENDING SINCE THE 2005-2006 BUDGET (millions of dollars)

	2004-2005	2005-2006
Program spending objective in the 2005-2006 Budget	46 742	48 407
% change	3.2	3.6
Adjustments other than to the retirement plans	241	258
	46 983	48 665
% change	3.7	3.6
Impact of the new actuarial estimate relating to the retirement plans	—	100
Adjusted program spending	46 983 ¹	48 765
% change	3.7	3.8

¹ Program spending before the provision for pay equity.

Debt service is adjusted downward by 0.6% in the first half of fiscal year 2005-2006 compared to the same period in 2004-2005, while an increase of 1.4% is expected for the year as a whole. This difference is attributable mainly to capital gains realized by the sinking fund for Québec government borrowings. The revenues of this fund are applied against debt service. These gains are essentially attributable to the decline in long-term interest rates early in the fiscal year. However, the rise in these rates since then will partially offset these gains by the end of the year.

Jean Houde
Deputy Minister of Finance

Appendix 1

Tables of 2004-2005 and 2005-2006 consolidated financial transactions

Summary of consolidated financial transactions	22
Consolidated Revenue Fund revenue.....	23
Consolidated Revenue Fund expenditure.....	24
Consolidated non-budgetary transactions.....	25
Consolidated financing transactions	26
New borrowings as at September 30, 2005	27

TABLE 1.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

SUMMARY OF CONSOLIDATED FINANCIAL TRANSACTIONS

(Unaudited results)

(millions of dollars)

	2004-2005	2005-2006		Annual change %	Results as at September 30		
	Actual results ¹	Budget Speech	Revised forecasts		2004-2005	2005-2006	Change %
Budgetary transactions of the Consolidated Revenue Fund							
Own-source revenue	44 381	45 528	45 521	2.6	20 832	21 625	3.8
Federal transfers ²	9 229	9 607	9 811	n. a.	3 129	4 779	n. a.
Total revenue	53 610	55 135	55 332	n. a.	23 961	26 404	n. a.
Program spending before provision for pay equity	- 46 983	- 48 407	- 48 765	3.8	- 23 991	- 24 479	2.0
Debt service	- 6 853	- 6 995	- 6 947	1.4	- 3 377	- 3 357	- 0.6
Total expenditure	- 53 836	- 55 402	- 55 712	3.5	- 27 368	- 27 836	1.7
Net results of consolidated organizations	235	267	380	61.7	117	258	—
Budget balance before provision for pay equity	9	0	0	n. a.	- 3 290	- 1 174	n. a.
Provision for pay equity (covering the period 2001-2002 to 2004-2005)	- 673	—	—	—	—	—	—
Budget balance including provision for pay equity	- 664	0	0	n. a.	- 3 290	- 1 174	n. a.
Non-budgetary transactions							
Investments, loans and advances	- 979	- 1 517	- 1 341		- 1 159	- 1 047	
Capital expenditures	- 1 083	- 1 242	- 1 242		- 353	- 485	
Retirement plans	2 134	2 016	2 016		1 178	1 163	
Other accounts	174	309	266		- 1 184	- 1 322	
Non-budgetary requirements	246	- 434	- 301	—	- 1 518	- 1 691	11.4
Net financial requirements	- 418	- 434	- 301	- 28.0	- 4 808	- 2 865	- 40.4
Financing transactions							
Change in cash position	- 831	2 661	2 528		3 242	1 391	
Change in direct debt	5 378	- 1 072	428		2 647	2 052	
Retirement plans sinking fund	- 4 129	- 1 155	- 2 655		- 1 081	- 578	
Total financing of transactions	418	434	301	- 28.0	4 808	2 865	- 40.4

Note: A negative entry indicates a financial requirement and a positive entry, a source of financing. For the change in cash position, a negative entry indicates an increase and a positive entry, a decrease.

1 The actual results for 2004-2005 include a provision of \$673 million for pay equity.

2 Accrual accounting has been implemented for federal transfers on a forward-looking basis. For this reason, it is impossible to compare the growth rate of federal transfers after one half of 2005-2006 with the same period in 2004-2005.

TABLE 1.2

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
CONSOLIDATED REVENUE FUND REVENUE
(millions of dollars)

(Unaudited results)

Revenue by source	2004-2005	2005-2006		Annual change %	Results as at September 30		
	Actual results	Budget Speech	Revised forecasts		2004-2005	2005-2006	Change %
Own-source revenue							
Income and property taxes							
Personal income tax	16 324	16 691	16 766	2.7	7 856	7 696	- 2.0
Contributions to Health Services Fund	4 874	5 031	5 081	4.2	2 412	2 533	5.0
Corporate taxes	4 253	4 302	4 427	4.1	1 671	2 008	20.2
	25 451	26 024	26 274	3.2	11 939	12 237	2.5
Consumption taxes							
Retail sales	9 241	9 715	9 745	5.5	4 556	4 912	7.8
Fuel	1 711	1 715	1 705	- 0.4	802	844	5.2
Tobacco	901	912	811	- 10.0	502	442	- 12.0
Alcoholic beverages ¹	403	419	419	4.0	201	206	2.5
	12 256	12 761	12 680	3.5	6 061	6 404	5.7
Duties and permits							
Motor vehicles	713	737	737	3.4	295	309	4.7
Natural resources	238	126	126	- 47.1	86	80	- 7.0
Other ¹	209	201	201	- 3.8	90	102	13.3
	1 160	1 064	1 064	- 8.3	471	491	4.2
Miscellaneous							
Sales of goods and services	371	397	397	7.0	104	114	9.6
Interest	355	390	390	9.9	216	256	18.5
Fines, forfeitures and recoveries	442	439	439	- 0.7	221	248	12.2
	1 168	1 226	1 226	5.0	541	618	14.2
Revenue from government enterprises							
Société des alcools du Québec	546	682	667	22.2	276	308	11.6
Loto-Québec	1 511	1 536	1 536	1.7	774	778	0.5
Hydro-Québec	2 405	2 125	2 125	- 11.6	709	793	11.8
Other	- 116	110	- 51	- 56.0	61	- 4	—
	4 346	4 453	4 277	- 1.6	1 820	1 875	3.0
Total own-source revenue	44 381	45 528	45 521	2.6	20 832	21 625	3.8
Federal transfers²							
Equalization	5 221	4 667	4 798	n. a.	1 850	2 399	n. a.
Health transfers	2 422	3 060	3 114	n. a.	918	1 548	n. a.
Transfers for postsecondary education and other social programs	926	962	993	n. a.	443	491	n. a.
Other programs	660	918	906	n. a.	- 82	341	n. a.
Total federal transfers	9 229	9 607	9 811	n. a.	3 129	4 779	n. a.
Total revenue	53 610	55 135	55 332	n. a.	23 961	26 404	n. a.

- 1 Because of the elimination of the specific and *ad valorem* duties on alcoholic beverages in September 2004 and their replacement with a tax at a higher rate, the income associated with the tax on alcoholic beverages is included in the consumption tax category and shown under a separate heading. In 2004-2005, \$20 million of duties arising from the sale of alcohol permits is recorded under other duties and permits, while an additional \$57 million of the duties and permits category is reclassified under the new heading of alcoholic beverages.
- 2 Accrual accounting has been implemented for federal transfers on a forward-looking basis. For this reason, it is impossible to compare the growth rate of federal transfers after one half of 2005-2006 with the same period in 2004-2005.

TABLE 1.3

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
CONSOLIDATED REVENUE FUND EXPENDITURE
(millions of dollars)

(Unaudited results)

Departments and agencies	2004-2005	2005-2006		Annual change %	Results as at September 30		
	Actual results ¹	Budget Speech	Revised forecasts		2004-2005	2005-2006	Change %
Program spending							
Assemblée nationale	93	94	94	1.1	44	44	—
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	55	56	56	1.8	37	26	- 29.7
Affaires municipales et Régions	1 628	1 776	1 776	9.1	1 070	1 016	- 5.0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	662	653	653	- 1.4	431	455	5.6
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	455	808 ²	908 ^{2,3}	99.6	186	176	- 5.4
Conseil exécutif	215	251 ²	251 ²	16.7	97	99	2.1
Culture et Communications	525	536	536	2.1	334	326	- 2.4
Développement durable, Environnement et Parcs	198	178	178	- 10.1	99	93	- 6.1
Développement économique, Innovation et Exportation	550	576 ²	576 ²	4.7	300	299	- 0.3
Éducation, Loisir et Sport	11 770	12 202	12 202	3.7	6 263	6 354	1.5
Emploi et Solidarité sociale	4 068	4 012 ²	4 012 ²	- 1.4	2 037	1 950	- 4.3
Famille, Aînés et Condition féminine	1 527	1 634	1 634	7.0	778	831	6.8
Finances (excluding debt service)	112	214 ²	214 ²	91.1	45	44	- 2.2
Immigration et Communautés culturelles	121	99	99	- 18.2	54	51	- 5.6
Justice	632	612	612	- 3.2	300	313	4.3
Relations internationales	103	100	100	- 2.9	51	53	3.9
Ressources naturelles et Faune	376	391	391	4.0	216	243	12.5
Revenu	906	603	861	- 5.0	233	239	2.6
Santé et Services sociaux	20 111	20 862	20 862	3.7	10 069	10 423	3.5
Sécurité publique	944	906	906	- 4.0	436	434	- 0.5
Services gouvernementaux	41	54	54	31.7	16	19	18.8
Tourisme	145	139	139	- 4.1	102	120	17.6
Transports	1 670	1 808	1 808	8.3	749	838	11.9
Travail	76	64	64	- 15.8	44	33	- 25.0
Anticipated lapsed appropriations	—	- 150	- 150	—	—	—	—
Appropriations carried over in 2006-2007	—	- 71	- 71	—	—	—	—
Total program spending	46 983	48 407	48 765	3.8	23 991	24 479	2.0
Debt service							
Direct debt service	4 067	4 319	4 204	3.4	2 025	1 964	- 3.0
Interest ascribed to retirement plans	2 786	2 676	2 743	- 1.5	1 352	1 393	3.0
Total debt service	6 853	6 995	6 947	1.4	3 377	3 357	- 0.6
Total expenditure	53 836	55 402	55 712	3.5	27 368	27 836	1.7

1 Program spending before the provision for pay equity.

2 These amounts contain provisions enabling transfers of appropriations to other departments during the fiscal year ending March 31, 2006, in particular to fund the costs of pay equity from now to the end of the year.

3 Including an additional expenditure of \$100 million reflecting the impact of a new estimate of the value of the actuarial obligations of the retirement plans.

TABLE 1.4

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
CONSOLIDATED NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
(millions of dollars)

(Unaudited results)

	2004-2005	2005-2006		Annual change \$	Results as at September 30		
	Actual results	Budget Speech	Revised forecasts		2004-2005	2005-2006	Change \$
Investments, loans and advances							
Consolidated Revenue Fund							
Government enterprises	- 863	- 1 343	- 1 167	- 304	- 1 142	- 1 072	70
Individuals, corporations and others	69	- 14	- 14	- 83	- 182	- 259	- 77
Municipalities and municipal bodies	2	2	2	—	—	—	—
	- 792	- 1 355	- 1 179	- 387	- 1 324	- 1 331	- 7
Consolidated organizations	- 187	- 162	- 162	25	165	284	119
Total investments, loans and advances	- 979	- 1 517	- 1 341	- 362	- 1 159	- 1 047	112
Capital expenditures							
Consolidated Revenue Fund							
Net investments	- 178	- 319	- 319	- 141	- 48	- 47	1
Amortization	217	221	221	4	104	104	—
	39	- 98	- 98	- 137	56	57	1
Consolidated organizations	- 1 122	- 1 144	- 1 144	- 22	- 409	- 542	- 133
Total capital expenditures	- 1 083	- 1 242	- 1 242	- 159	- 353	- 485	- 132
Retirement plans							
Employer and employee contributions	5 412	5 508	5 508	96	2 677	2 818	141
Benefits and other payments	- 3 278	- 3 492	- 3 492	- 214	- 1 499	- 1 655	- 156
Total retirement plans	2 134	2 016	2 016	- 118	1 178	1 163	- 15
Other accounts							
Consolidated Revenue Fund	56	204	141	85	- 1 249	- 1 862	- 613
Consolidated organizations	118	105	125	7	65	540	475
Total other accounts	174	309	266	92	- 1 184	- 1 322	- 138
Total non-budgetary requirements	246	- 434	- 301	- 547	- 1 518	- 1 691	- 173

Note: A negative entry indicates a financial requirement and a positive entry, a source of financing.

TABLE 1.5

**GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
CONSOLIDATED FINANCING TRANSACTIONS**

(millions of dollars)

(Unaudited results)

	2004-2005	2005-2006		Annual change \$	Results as at September 30		
	Actual results	Budget Speech	Revised forecasts		2004-2005	2005-2006	Change \$
Change in cash position							
Consolidated Revenue Fund	- 814	2 661	2 661	3 475	4 426	2 581	- 1 845
Consolidated organizations	- 17	—	- 133	- 116	- 1 184	- 1 190	- 6
Total change in cash position	- 831	2 661	2 528	3 359	3 242	1 391	- 1 851
Change in direct debt							
Consolidated Revenue Fund							
New borrowings							
In Canadian dollar	7 125				3 460	1 998	- 1 462
In US dollar	1 022				1 022	1 267	245
In Euro	2 381				—	—	—
In Australian dollar	—				—	258	258
Change in the debt resulting from currency swap transactions	- 312				228	- 971	- 1 199
	10 216	3 930	5 430	- 4 786	4 710	2 552	- 2 158
Repayment of borrowings							
In Canadian dollar	- 1 994				- 787	- 760	27
In US dollar	- 1 019				- 406	—	406
In Euro	- 1 310				- 1 228	—	1 228
In Yen	- 477				- 95	- 228	- 133
In Swedish crowns	- 89				- 89	—	89
Change in the debt resulting from currency swap transactions	- 915				- 614	52	666
Contributions to the sinking fund for Québec government borrowings	- 7				- 90	- 214	- 124
	- 5 811	- 5 936	- 5 936	- 125	- 3 309	- 1 150	2 159
	4 405	- 2 006	- 506	- 4 911	1 401	1 402	1
Consolidated organizations							
New borrowings	2 188	1 565	1 565	- 623	1 436	720	- 716
Repayment of borrowings	- 1 215	- 631	- 631	584	- 190	- 70	120
	973	934	934	- 39	1 246	650	- 596
Total change in direct debt	5 378	- 1 072	428	- 4 950	2 647	2 052	- 595
Retirement plans sinking fund	- 4 129	- 1 155	- 2 655	1 474	- 1 081	- 578	503
Total financing of transactions	418	434	301	- 117	4 808	2 865	- 1 943

Note: A negative entry indicates a financial requirement and a positive entry, a source of financing. For the change in cash position, a negative entry indicates an increase and a positive entry, a decrease.

TABLE 1.6

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
NEW BORROWINGS AS AT SEPTEMBER 30, 2005
(millions of dollars)

	Date of issue	Date of maturity	Interest rate (%) ¹	Price to investor	Yield to investor ²	Face value in millions of monetary units	Amount received in Canadian dollars ³
Consolidated Revenue Fund							
In Canadian dollar						CAN\$	
Treasury bills	Various	Various	— ⁴	Various	Various	—	— ⁵
Québec savings products							
Savings bonds	Various	Various	Various	100.000	Various	27	27
Transitory investments	Various	Various	Various	100.000	Various	4	4
Investment savings plan	Various	Various	Various	100.000	Various	27	27
Bonds	Various	Various	Various	Various	Various	246	245
						304	303
Bonds							
Bonds	2005-06-03	2015-12-01	5.000	104.546	4.453	500	523
Bonds	2005-07-05	2036-12-01	5.750	114.148	4.866	327	373
Bonds	2005-08-25	2015-12-01	5.000	105.542	4.325	414	437
Immigrant Investor Program	Various	Various	Various	Various	Various	310	258
Canada Pension Plan Investment Fund	Various	Various	Various	100.000	Various	4	4
						1 555	1 595
Medium-term notes							
On the European market	2005-05-18	2015-05-18	4.650 ⁶	99.745	4.629	100	100
						1 959	1 998
In US dollar						US\$	
Bonds	2005-05-26	2015-05-26	4.600	99.913	4.611	1 000	1 267
In Australian dollar						A\$	
Medium-term notes	2005-07-15	2015-07-15	5.750	99.438	5.825	284	258
Change in the debt resulting from currency swap transactions							- 971
							2 552
Consolidated organizations							720
Total new borrowings							3 272

1 Interest payable semi-annually except if another frequency is indicated in a note.

2 Based on semi-annual interest payments.

3 Borrowings in foreign currencies are shown in the Canadian equivalent of the amount received, using the exchange rate of the Bank of Canada at noon on the date of issue.

4 "Zero-coupon" type borrowing.

5 Represents the change in the amount outstanding during the year.

6 Interest is payable annually.

Appendix 2

Presentation of federal transfers using accrual accounting

The government is making a significant improvement to the accounting practices used to present federal transfer revenues. In so doing, it is responding favourably to a recommendation by the Auditor General of Québec.

Under the accounting practices in effect up to now, federal transfer revenues to Québec were shown on a cash accounting basis. This method consists in recording the revenues in the year in which they are paid by the federal government. By adopting accrual accounting, federal transfer revenues will henceforth be recorded in the year to which they relate, regardless of when the amounts are actually paid to Québec by the federal government.

Under accrual accounting, the smoothing mechanisms for payments obtained in the past no longer have an effect on federal transfer revenues, since the refunds stipulated in the future refer to prior years. Note that over the last four fiscal years, the Québec government obtained from the federal government the implementation of such mechanisms to limit the impact, on the government's budgetary planning, of significant fluctuations in equalization payments. These payment reductions were spread over a certain number of years.

TABLE 2.1

**EQUALIZATION PAYMENT SMOOTHING MECHANISMS OBTAINED FROM THE
FEDERAL GOVERNMENT OVER THE LAST FOUR FISCAL YEARS**
(millions of dollars)

Context	Smoothing period	Amount
Change in methodology for property taxes in 2002-2003	Five years as of 2003-2004	656
Significant decrease in equalization in 2003-2004	Ten years as of 2006-2007	1 219
Significant decrease in equalization in 2004-2005	Ten years as of 2006-2007	1 158
Total		3 033

The payments arising from the adjustments for prior years also cease to have an impact on revenues shown according to the accrual method. Overall, the move to accrual accounting has a positive impact of \$219 million on Québec's revenue from federal transfers in 2005-2006.

TABLE 2.2

**IMPACT ON THE QUÉBEC GOVERNMENT'S REVENUE FROM FEDERAL TRANSFERS
OF MOVING TO ACCRUAL ACCOUNTING AS OF 2005-2006**
(millions of dollars)

Equalization	
- Cancellation of the negative impact relating to the smoothing mechanism concerning changes in methodology for property taxes	131
Transfers for health	
- Cancellation of negative adjustments relating to prior years	62
Transfers for post-secondary education and other social programs	
- Cancellation of negative adjustments relating to prior years	35
Other programs	
- Cancellation of positive adjustments relating to prior years	- 9
Total	219

This expected rise in federal transfer revenue is, however, accompanied by the creation of an account payable that increases the Québec government's net debt by \$3 228 million as at April 1, 2005.

TABLE 2.3

**IMPACT ON THE QUÉBEC GOVERNMENT'S NET DEBT AS AT APRIL 1, 2005 OF
MOVING TO ACCRUAL ACCOUNTING AS OF 2005-2006**
(millions of dollars)

Non-refunded portion of the smoothing mechanism obtained in 2002-2003	394
Non-refunded portion of the smoothing mechanism obtained in 2003-2004	1 219
Non-refunded portion of the smoothing mechanism obtained in 2004-2005	1 158
Refund of the tax transfer for youth allowances	299
Other adjustments relating to prior years	158
Total (account payable)	3 228

